

4 > SPÉCIAL MAI 68

Qui a peur du grand méchant 68 ?

par Aulne Abeille

Apparemment nos adversaires font des cauchemars en pensant à Mai 68. Et j'irai plus loin, pour eux ce souvenir fonde une politique. Une politique d'ordre et de sécurité, une politique de la matraque bien plus que de la libération sexuelle... Mais parce que la droite d'aujourd'hui s'est bien rendue compte que « jouir sans entrave » est plus agréable, au fond, que de « travailler à la sueur de son front » et « d'enfanter dans la douleur », en menant cette politique elle n'a même plus l'honnêteté de tante Yvonne. Son discours est encore plus étrange que celui de ses vieilles années. Il s'agit de faire comprendre que certains ont le droit de jouir, parce qu'ils occupent certaines places dans la société et que d'autres doivent travailler toute leur vie pour mériter la montre, la belle voiture et le reste...

Alors qu'avons-nous à faire de Mai 68 ? Et bien pour nous c'est un symbole et une étape dans le progrès de notre société. Nous sommes en paix avec Mai 68, ni triomphateurs, ni

revanchards, le passé c'est le passé comme on dit. Mais en face... Et bien en face ils ont plus de problèmes, il faut les comprendre. La liberté de tous les effraie un peu, parce qu'elle fait de l'ombre à la sacro sainte autorité, surtout quand elle est liberté de jouissance et d'épanouissement. Mais en même temps, le droit au bonheur et au plaisir c'est tentant... Et pourtant, c'est coupable, parce que jouir est un péché. Alors on retrouve les bonnes vieilles recettes de la bigoterie : le mérite, le travail, la souffrance, l'effort avant le réconfort, le devoir des uns et le droit des autres...ou l'hypocrisie, tout simplement...

Mai 68 n'est pour nous ni un programme, ni une question, ni un problème. C'est un fait, une étape, un pas. Il y a du bon et du mauvais, dans la méthode et dans le fond. Mais telle n'est pas la question du jour. Dans la société du XXIème siècle les héritages de Mai ont eu le temps de passer à travers le tamis de l'histoire et des différents gouvernements. Ce qui reste n'est pas contestable, ce sont des progrès démocratiques : la femme doit être l'égale de l'homme, ils doivent tous

les deux être libres sexuellement, pouvoir maîtriser leurs corps et leurs vies et avoir le droit au bonheur et à l'épanouissement, quelle que soit leur position sur l'échelle sociale, librement.

Vouloir solder cet héritage, c'est être rétrograde. Vouloir en profiter pour soi en privant une partie de la société de la possibilité matérielle d'exercer ces droits, c'est ne même pas avoir le courage de ses idées. Si on n'est même pas capable de s'appliquer à soi même les principes que l'on veut appliquer à la société, c'est que l'on reconnaît qu'ils sont mauvais. Je ne reproche pas au Général d'avoir voulu étouffer Mai, il allait en week-end à Brégançon en DS, parfois au péril de la vie des poulets de tante Yvonne... Mais de ceux dont la vie illustre l'héritage de 68 j'attends qu'ils ne prétendent pas que ces principes sont nocifs pour la société. Du temps de l'UDR un préfet divorcé était mis à la retraite d'office, je ne regrette pas cette époque, je comprends qu'on veuille mener une vie plus moderne. Mais dans ce cas, que tous puissent mener le même type de vie s'ils le souhaitent.

CONTACTS

Secrétaire de Section
Camille SPIRE
06 87 69 58 03
camille.spire@sciences-po.org

SUPPLÉMENT R.A.P.

Responsable de publication
Jonathan GINDT
Maquette
Charles GAUTHIER - Aulne ABEILLE

Les articles publiés dans ce journal n'engagent que leurs auteurs.
Ni le Parti Socialiste,
ni la section de Sciences Po
ne pourront être tenus pour responsables.

Rejoignez
le Parti Socialiste,
adhérez à la section
de Sciences-Po !
www.parti-socialiste.fr

Retrouvez-nous sur notre blog :
<http://ps-scpo.over-blog.com>
ou contactez-nous à l'adresse
ps_scpo@yahoo.fr

SOUS LES PAVÉS LES ROSES

Supplément au numéro Mai/Juin 2008 de la Rose au Poing

édito

A l'heure où l'UMP « commémore » Mai 68 à sa façon la section PS de Sciences Po a voulu, par ce numéro spécial, poser les jalons d'une réflexion sur ce phénomène historique. Ce caractère historique nous conduit à prendre nos distances avec Mai 68. Prendre nos distances non pas comme le fait l'UMP en faisant de la réaction quarante ans après, mais en évaluant dans quelle mesure nous sommes les héritiers de Mai 68 et en réfléchissant à la portée de cet événement.

L'attitude de l'UMP de Sciences Po est l'exemple type d'un mode de « commémoration » et d'une relecture de l'Histoire que nous refusons. A l'origine, la conférence et le débat du 14 Mai devaient réunir la quasi-totalité des associations politiques de Sciences-po. Il s'agissait de discuter à tête reposée, autour de grandes personnalités de droite comme de gauche, sur la façon dont « l'objet » Mai 68 devait être pensé aujourd'hui. Mais, l'UMP et le Nouveau Centre, ont préféré la propagande : sans avertir quiconque, cet événement a été intégré au programme : « Quarante ans plus tard », outil de communication de l'UMP Grandes Ecoles. C'est d'ailleurs pourquoi vous avez vu fleurir dans Sciences Po des affiches prétendument subversives.

Opposée au sectarisme dont l'UMP fait preuve, la section PS de Sciences Po s'est retirée immédiatement du projet. Nous préférons rire de la manipulation historique tentée. Mais rire n'empêche pas de penser, c'est le but de ce numéro et de l'organisation d'une projection du film de Patrick Rotman le 23 Mai.

Les enjeux de la « jeunesse » d'aujourd'hui à la lumière de Mai 68

par Sébastien Billows

A l'heure des bilans ronflants sur l'« esprit de 68 » et son influence – néfaste ou pas – sur la société actuelle, intéressons-nous aux acteurs de Mai : les « jeunes ». Or, aujourd'hui, il se trouve que la « jeunesse » participe elle aussi à activement à des conflits de grande envergure. Les aspirations de la « jeunesse » d'aujourd'hui sont-elles identiques à celles de la génération à l'origine du mouvement de Mai 68 ?

L'expression « soixante-huitards » renvoie à la génération issue de la Révolution de 1848, les « quarante-huitards ». D'abord péjorative, cette appellation en est venue à désigner un groupe avisé, qui, plusieurs décennies après la Révolution de 1848, veille sur l'héritage républicain. Aujourd'hui, ce sont les « soixante-huitards » qui sont nos « vieilles barbes ». Ils veillent sur nous, pour le meilleur et pour le pire. Il suffit d'ouvrir le numéro de Rue saint-guillaume (la revue des anciens de Sciences Po) pour découvrir qu'une bonne partie de notre classe dirigeante actuelle, de gauche comme de droite, a participé à cette révolte.

Mais, si héritage et « esprit de 68 » il y a, cela ne nous intéresse pas dans cet article. Rappelons-nous que nos « vieilles barbes » étaient des « jeunes » lors du mouvement en question. Bien sûr, tout Mai 68 n'est pas réductible à la jeunesse et au mouvement étudiant. Le mouvement social a été assez puissant pour emporter de grandes victoires sociales : les accords

de Grenelle, consécutifs à une longue grève, augmentent le SMIC de 35% et les salaires de 10%. Mais l'aspiration de Mai 68 était avant tout celle d'une génération, la génération de ceux qualifiés de « baby-boomers ». Alfred Sauvy prédit dès 1959 dans La Montée des jeunes que « Ces enfants vont faire parler d'eux non seulement par leurs besoins, mais bientôt par leurs idées, leurs actes ».

Que reprochait cette « génération » à ses aînés ? Leur rancœur portait d'abord contre de Gaulle et le « Gaullisme ». Le contexte mérite d'être esquissé : une époque où un Président de la République se réjouissait de ce que « les luttes politiques n'[aient] pas de profonde actualité ». Ce même chef de l'Etat adopte un comportement quasi-dictatorial, bonapartiste (rappelons que les journalistes l'interpellaient en l'appelant « Mon Général », à forte connotation militariste), confinant au mépris envers toute forme de pluralisme. Il se considère ainsi comme « le seul détenteur de l'autorité de l'Etat »³. Face à cela, la jeunesse est obligée de créer des formes participatives de démocratie (elle est d'ailleurs, jusqu'à l'âge de 21 ans, privée du droit de vote). C'est le cas même à Sciences Po où se met en place dès le 14 mai 1968 une Assemblée générale, très vite transformée en Conseil étudiant doté de commissions. Ce Conseil a mis en place les institutions de concertation entre étudiants, professeurs et direction prévalant encore aujourd'hui dans notre établissement.

La lutte est également culturelle et morale. Il s'agit de décloisonner une culture jugée figée. L'autorité doit être justifiée et constamment remise en question. C'est ainsi

qu'est affirmé le primat d'une autonomie critique de l'individu face aux valeurs inculquée par les parents et l'institution scolaire. J-F Sirinelli évoque une génération que l'on a voulu protéger des malheurs du monde en la confinant dans une bulle : elle n'a pas connu la guerre, c'est donc une bonne raison pour censurer les journaux étudiants mentionnant la torture dans les guerres coloniales et impérialistes, qu'elles aient lieu en Algérie, en Indochine ou au Vietnam. Cette bulle censée les protéger, les jeunes ont tout fait pour la faire éclater afin d'accéder à une pensée critique. Ce carcan moral est alors identifié aux normes sociales dans leur ensemble, d'où des slogans tels qu' « il est interdit d'interdire ».

Aujourd'hui, la lutte continue. La « jeunesse » a prouvé sa capacité de mobilisation dans les luttes sociales de ces dernières années. Bien qu'inorganisée, nul ne peut nier qu'une grande masse d'étudiants et de lycéens se soit engagée corps et âme dans un combat âpre en 2006, contre le CPE. Et, si elles sont floues, les revendications globales – hors le retrait du projet – sont somme toute identifiables. En clair, les problèmes qui se posaient à la jeunesse de Mai 68 en termes moraux, culturels et politiques, se posent aujourd'hui en termes matériels.

Partons d'un constat. Partons des frustrations que rencontre notre jeunesse. La volonté d'émancipation politique et culturelle de Mai 68 demeure un acquis. Reste à la traduire dans les faits. La première condition, c'est l'indépendance – relative du moins – à l'égard du foyer familial car autonomie et indépendance vont de pair. Briser le lien avec le foyer familial correspond, dans l'esprit de la « jeunesse » à une expérience formatrice. Mais cette aspiration légitime se heurte à des contraintes financières. Cecile

Van de Velde, sociologue, a comparé les différents modes d'accès à « l'âge adulte » en Europe. Selon elle, en France, « tout au long des trajectoires, l'exercice effectif d'une solidarité familiale se greffe sur une éthique de l'autonomie précoce ». La dépendance résidentielle et financière envers les parents est donc subie.

« La volonté d'émancipation politique et culturelle de Mai 68 demeure un acquis. Reste à la traduire dans les faits. »

Deuxième condition à la réalisation de l'émancipation « réelle » de la jeunesse : des études épanouissantes. Ceux qui ont la chance de s'engager dans une filière ouvrant sur un emploi reconnu se sentent « enfermés » dans celle-ci à vie. Ce choix « est souvent vécu comme une restriction contrainte, soudaine et trop précoce de l'horizon des possibles de l'individu ». Les autres « jeunes », issus pour la plupart du milieu ouvrier, ne voient plus dans les études une barrière à la précarité économique. Rappelons que la France connaît, parmi les pays de l'OCDE, l'un des plus faibles taux d'emploi des moins de 25 ans. Gwénoél Buck, qui vient de quitter la présidence de l'UNEF Sciences Po, résume parfaitement les enjeux d'aujourd'hui : « A présent, les revendications sont beaucoup plus pragmatiques qu'en 68 (...) Il y a aujourd'hui en France dix fois plus d'étudiants qu'il y a quarante ans, ce qui pose des questions inconnues à l'époque, sur l'intégration professionnelle, le chômage, ou encore le financement des études ».

Même la droite reconnaît cette frustration matérielle que subissent les « jeunes ». Pourtant, les solutions qu'elle préconise sont injustes et illusives. Si l'on se fie au programme de l'UNI, annexe syndicale de l'UMP, l'autonomie des jeunes doit passer par le salariat à tous prix – même cumulé aux études – ou bien les prêts étudiants – garantis ou pas par l'Etat. Ce modèle, poussé à l'extrême ces dernières années au Royaume-Uni, entraîne selon C. Van de Velde un raccourcissement forcé des études : « l'investissement massif des jeunes sur le marché de l'emploi répond prioritairement à une pression financière ». Le Parti Socialiste pourrait s'emparer du débat en portant d'abord haut et fort la mise en place d'une allocation universelle d'autonomie. En lieu en place du système archaïque des allocations familiales et des bourses d'études, elles contribueraient à faire des études un cadre de formation épanouissant pour l'individu. Favorisant la mobilité des étudiants vers les bassins d'emplois les plus porteurs, elle est vectrice d'efficacité économique. Ensuite, le Parti Socialiste devra militer auprès des acteurs économiques de notre pays pour que soient déphasées choix de filière universitaire et l'orientation que prend la carrière professionnelle. Cette dichotomie a fait ses preuves au Royaume-Uni et au Danemark. C'est là une affaire de mentalités dont la responsabilité incombe donc aussi à nos entreprises.

Les revendications de la « jeunesse » actuelle sont certes un prolongement de celles de Mai 68 mais non une copie conforme. Les deux mouvements appellent donc des réponses différentes. La victoire de Mai 68 a été le départ de Charles de Gaulle de la Présidence de la République en 1969.

La victoire de la « jeunesse » actuelle sera l'instauration d'une allocation d'autonomie universelle et la dichotomie études et carrière professionnelle. Plus prosaïques, ces revendications n'en appellent pas moins à des réformes profondes de notre société. En somme, il ne faut pas tomber dans l'écueil de réduire le « mal-être » des « jeunes » aux tracasseries l'âge juvénile. Bien loin d'être intrinsèque à celui-ci, ce mal-être témoigne de blocages et de déséquilibres sociaux que le gauche doit prendre à bras-le-corps. « Le malaise des jeunes », de Mai 68 à aujourd'hui, c'est le malaise de la société tout entière.

Si Sarkozy était une femme...

par Camille Spire

Comment ne pas voir dans Mai 68 un moment d'une importance cruciale pour le mouvement de libération des femmes qui a suivi et qui n'est pas terminé ? Comment peut-on déclarer vouloir « liquider » cet héritage ? Voilà une chose que je ne comprends pas... Pour les femmes, il fait meilleur vivre en 2008 qu'avant 1968 et je défie quiconque de me dire le contraire. Il n'y avait soit disant « plus de valeur » dans le mouvement de 68 (dixit M. Sarkozy). Et l'égalité hommes-femmes alors ? Ca ne compte pas dans les valeurs peut être...

Petit retour sur la situation de la femme dans la société française à cette époque : le droit de vote des femmes a été instauré en France en 1944 ; en 1965, la femme est libre de travailler sans l'autorisation de son mari ; en 1967 avec la loi Neuwirth, la contraception est autorisée mais n'est pas remboursée par la sécurité sociale.

Mais dans les faits, la pilule n'est pas facilement prescrite et l'avortement est un délit. Les grossesses non désirées sont nombreuses et les femmes qui refusent la maternité avortent dans des conditions dramatiques. Dans le couple, l'autorité revient entièrement au père. Dans le travail, les femmes occupent des fonctions peu importantes. Les concours d'entrée à certaines grandes écoles leur sont fermés.

Mai 68 change la donne. Pendant le mouvement, les femmes sont là. Elles se posent en symbole de Marianne et manifestent, comme les hommes. Elles descendent dans la rue pour dire non à une société qui semble les ignorer. Les femmes rompent avec leur image de gardienne du foyer et d'obéissantes épouses. Elles revendiquent de prendre en main leur destin. Ces femmes sont malheureusement souvent restées anonymes pendant le conflit, « sous-entendue » plutôt qu'entendue. Les leaders restaient des hommes. Mais c'est tout de même une bouffée d'espoir.

Mai 68, marque pour les femmes le début du féminisme. Il y des droits à acquérir : salaire – les femmes gagnent en moyenne 1/3 de moins que les hommes à travail égal-droit à l'avortement ... et tout un modèle social à faire évoluer. Le MLF, Mouvement pour la Libération des Femmes, se crée à la suite de mai 68. Ce fameux MLF n'est en effet pas tombé du ciel en 1970... Mai 68 a été l'aube qui l'annonçait. Mai 68 a été un creuset. Il a favorisé l'émergence des principaux mouvements contestataires de notre époque. Un des héritages les plus visibles et les plus réussis est du côté de la libération des femmes, qui marque dans l'histoire du XXe siècle un tournant.

Les lendemains du mois de mai ont été chantants : remaniement du code civil en 70, dans lequel il est désormais écrit que « les deux époux assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille », décrets de l'application de la loi Neuwirth en 73 facilitant l'accès à la contraception, création d'un secrétariat d'Etat à la condition féminine en 74, loi Veil sur l'avortement en 75... Sans oublier tous les petits changements dans la société : l'autorisation du port du pantalon pour les filles dans les écoles, la création du jean unisexe, mixité des classes...

En mai 68, la rue a bougé et les femmes aussi. Même si aujourd'hui, il reste encore à jeter de nouveaux pavés dans la mare ! Ainsi, il n'est pas normal que professionnellement une femme éprouve plus de difficultés à s'affirmer, notamment au niveau du salaire qu'elles perçoivent, en moyenne 20% moins élevé que les hommes avec les mêmes qualifications... Après mai 68, la femme a gagné le droit d'exister et d'être reconnue professionnellement. Et pourtant, elle reste parfois conditionnée à son rôle de femme au foyer avec en prime un métier. Et c'est pour cela que les femmes militent encore pour acquérir les mêmes droits que les hommes et pour que les hommes assument les mêmes devoirs que les femmes.

Tant qu'il existera une journée de la femme qui nous rappelle que nous « sommes tous égaux, mais certains plus que d'autres », alors le féminisme aura toujours une raison d'exister et le mouvement amorcé en 68 continuera... Jusqu'au jour où il y aura 365 journées de la femme et 365 journées de l'homme... et plus besoin d'un 8 mars.

Alors, que reste-t-il sous les pavés de 68 ? Au moins un mouvement bien amorcé : le féminisme...